



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions → TPSGC
10th Floor, 4900 Yonge Street /
10e étage, 4900 rue Yonge
Toronto
Ontario
M2N 6A6

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

Proposal To: Public Works and Government Services Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada
Ontario Region
10th Floor, 4900 Yonge Street
Toronto
Ontario
M2N 6A6

Title - Sujet Tech Assessments Vessels of Concern	
Solicitation No. - N° de l'invitation FW034-200002/A	Date 2019-12-23
Client Reference No. - N° de référence du client FW034-200002	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$TOR-014-7875	
File No. - N° de dossier TOR-9-42098 (014)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-01-24	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Vandonk, Tyler	Buyer Id - Id de l'acheteur tor014
Telephone No. - N° de téléphone (905) 301-5477 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF FISHERIES AND OCEANS GCC - Region Centre et Arctique 105 MCGILL MONTREAL Quebec H2Y2E7 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS ET INSTRUCTIONS

1.1 Exigences relatives à la sécurité

Cette demande de soumissions ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

1.2 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe A.

1.3 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#) (2019-03-04) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

1.3.1 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe C Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe C Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

1.4 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et à l'heure indiquées à la page 1 de la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent acheminer leur soumission à l'endroit suivant :

La Région de l'Ontario - Bureau d'appel d'offres
12e étage, 4900 rue Yonge,
Toronto, Ontario
M2N 6A6

TPSGC.orreceptiondessoumissions-orbidreceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postal, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées [2003](#), ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion postal si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

1.5 Attestations et renseignements supplémentaires

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

1.5.1 Attestation exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

1.5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

1.5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

1.5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

1.5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des

« soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

1.6 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées à l'autorité contractante au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse y répondre.

1.7 Procédures d'évaluation

Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions incluant les critères d'évaluation technique et financier mentionnés ci-dessous.

1.7.1 Évaluation technique

Toutes les soumissions doivent être complétées en détail et fournir toutes informations requises dans la demande de soumissions pour permettre une évaluation complète.

1.7.1.1 Critères techniques obligatoires

- (a) Le soumissionnaire doit avoir acquis au moins trois (3) ans d'expérience confirmée dans les évaluations techniques sur les navires aquatiques qui respectent la norme Transports Canada TP1332 : Les normes de construction pour les petits bâtiments (2010) au cours des dix (10) dernières années.

1.7.2 Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

1.8 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

1.9 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15

N° de l'invitation - Solicitation No.

FW034-200002/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

FW034-200002

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

TOR-9-42098

Id de l'acheteur - Buyer ID

TOR014

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

2.1 Exigences relatives à la sécurité

2.1.1 Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2.2 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe A.

2.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

2.3.1 Conditions générales

[2029](#) (2016-04-04) Conditions générales - biens ou services (faible valeur) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

2.4 Durée du contrat

2.4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de l'attribution du contrat au 31 mars 2020.

2.4.2 Date de livraison

Tous les biens livrables doivent être reçus au plus tard le 31 mars 2020.

2.5 Responsables

2.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Tyler Vandonk
Titre : Spécialiste du soutien
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction : Région l'Ontario
Adresse : 4900 rue Yonge,
Toronto, Ontario
M2N 6A6
Téléphone : 905-301-5477
Courriel : tyler.vandonk@pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat et toute modification doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

2.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est :

Nom : _____ (à insérer au moment de l'attribution du contrat)

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

Télécopieur : _____

Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

2.5.3 Représentant de l'entrepreneur

(veuillez fournir avec la soumission)

Nom : _____

Titre : _____

Téléphone : ____ - ____ - _____

Courriel : _____

2.6 Paiement

2.6.1 Base de paiement– Prix ferme, prix unitaires fermes, ou prix de lot fermes

Pour les travaux décrits au section 1.1 Besoin ferme : Entretien mensuel, trimestriel et semestriel de la base de paiement à l'Annexe B.

À condition de remplir de façon satisfaisante ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme, selon un montant total de _____ \$ (insérer le montant au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Pour la portion des travaux faisant l'objet d'un prix ferme seulement, le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux

2.6.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* C6000C (2017-08-17) Limite de prix

2.6.3 Méthode de paiement

Clause du *Guide des CCUA* H1000C (2008-05-12), Paiement unique

2.7 Instructions relatives à la facturation

1. Le Canada paiera l'entrepreneur chaque mois pour les travaux complétés pendant le mois visé par la facture conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis et comprennent :

- i. la date, le nom et l'adresse du ministère client, les numéros d'articles ou de référence, les produits livrables et la description des travaux, le Numéro du contrat et le numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA);
- ii. le détail des dépenses (comme les articles et leur quantité, l'unité de distribution, le prix unitaire, les tarifs horaires fermes de main-d'oeuvre et le niveau d'effort, conformément aux modalités de paiement, taxes applicables en sus;
- iii. s'il y a un article distinct pour chaque sous-alinéa dans la disposition de la Base de paiement;
- iv. Déductions pour retenue, s'il y a lieu;
- v. les prix totaux calculés, le cas échéant.
- vi. La TPS ou la TVH doit être indiquée comme article distinct sur toutes les factures. Tous les articles détaxés, exempts de taxes ou auxquels la TPS ou la TVH ne s'applique pas, doivent être indiqués comme tel sur toutes les factures; et
- vii. S'il y a lieu, la méthode d'expédition avec la date et le numéro de référence, les frais d'expédition et tout frais additionnel.

b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;

c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

2. Les factures doivent être transmises comme suit :

- a. l'original et une (1) copie doivent être envoyés à l'adresse indiquée à la page 1 du contrat aux fins d'attestation et de paiement.
- b. une (1) copie doivent être envoyés par courriel à l'autorité contractante en vertu de l'article 7,5 « responsables » du contrat.

2.8 Attestations et renseignements supplémentaires

2.8.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat, et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

2.9 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

2.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite sur ladite liste.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
FW034-200002/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
FW034-200002

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
TOR-9-42098

Id de l'acheteur - Buyer ID
TOR014
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

- a) les articles de la convention;
- b) 2029 (2016-04-04) Conditions générales - biens ou services (faible valeur);
- c) Annexe A, Énoncé des travaux;
- d) Annexe B, Base de paiement;
- e) la soumission de l'entrepreneur en date du _____ (*insérer la date de la soumission*) (*si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'attribution du contrat : « clarifiée le _____ » ou « telle que modifiée le _____ » et insérer la ou les dates de la ou des*

ANNEX A: Énoncé des besoins

1. House Boat – Wexford, ON



Photographie prise en

novembre 2019

Portée

Le programme des navires préoccupants (NP) de la Garde Côtière Canadienne de la Région Centre et Arctique a procédé à une évaluation initiale des risques de la maison flottante de Wexford en Ontario le 18 novembre 2019. À la suite de cette évaluation, il a été jugé nécessaire de poursuivre avec une évaluation technique du navire préoccupant afin de quantifier les dangers potentiels par des experts techniques et d'établir les options disponibles pour prévenir, atténuer ou éliminer les dangers identifiés ou potentiels.

Ces évaluations s'effectuent dans le cadre de l'application de la section 36 de la Loi concernant les épaves, les bâtiments délabrés, abandonnés ou dangereux et les opérations d'assistance (LÉBAD) qui stipule que Le ministre de Pêches et Océans peut, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'un bâtiment présente ou risque de présenter un danger; prendre des mesures qu'il estime nécessaires pour prévenir, atténuer ou éliminer le danger.

Contexte

Le voilier a été rapporté comme navire préoccupant potentiel par le personnel NP lors d'un vol de repérage en mars 2019.

Une évaluation initiale des risques s'est déroulé *in situ* par deux agents du programme NP le 18 novembre 2019 afin de valider le statu du NP et d'identifier les dangers suivants;

- Facilement accessible, ce qui présente un enjeu pour la santé, la sécurité et le bien-être du public;

- Son état s'est considérablement dégradé dans la dernière année, faisant craindre un affaissement complet de la superstructure; et
- Enfin, il représente un danger pour l'environnement, étant en partie échoué sur la berge par tribord et se décomposant dans l'eau par bâbord.

Données spécifiques au navire préoccupant

ÉLÉMENT	
Agent assigné	François Plamondon- Labrecque (514) 232-8618
Catégorie	Embarcation de plaisance
Type	Maison flottante
Longueur	60 pi – 18 m
Année construction	Inconnue
Tonnage	Inconnu
Matériau	Acier, Fibre de verre
Nom, NIC	Inconnu – Inconnu
No Immatriculation	Inconnu
Caractéristiques distinctives	Deux ponts, timonerie sur le pont supérieur, superstructure bleue pâle, coque blanche.
Localisation	Wexford, ON (à proximité de Prescott, ON)
Lat / Long	
Propriétaire	Inconnu
État du navire	Bâtiment échoué sur la berge du fleuve St-Laurent, moitié sur la rive et moitié sur l'eau. Gîte sur bâbord et la superstructure présente des signes importants de dégradation.

Description des travaux requis

1. Effectuer une évaluation technique *in situ* de l'état de l'état général du navire, de la coque, de la superstructure, du système de propulsion, de la structure, de l'électricité et de l'équipement présent à bord;
2. Estimer la valeur marchande du navire dans l'état actuel;
3. Produire un inventaire des matières dangereuses; et
4. Lister et évaluer les options de prévention, atténuation et d'élimination, notamment le réparer, sécuriser, déplacer ou enlever le bâtiment, l'épave ou le contenu de l'un ou de l'autre, ou disposer,

notamment par aliénation, démantèlement ou destruction, incluant les étapes de remorquage, de sortie de l'eau, ainsi que l'estimation des coûts pour chacune des options;

Livrables

1. Fournir un rapport d'enquête sur l'état du navire, de la coque, de la superstructure, du système de propulsion, de la structure, de l'électricité et de l'équipement présent à bord; y compris des photographies des situations rapportées et comportant une identification de chaque photographie avec une description.
2. Fournir une évaluation de la valeur marchande du navire dans l'état actuel;
3. Offrir une opinion d'expert sur les dangers de dégradation de l'état du navire à travers un échancier de temps, principalement sur l'intégrité de la coque, de la structure et de l'équipement principal.
4. Fournir un inventaire des matières dangereuses présentes à bord en spécifiant le produit, la quantité, l'état et la localisation sur le navire; et
5. Fournir une liste des options de prévention, atténuation et d'élimination qui s'applique au navire, notamment le réparer, sécuriser, déplacer ou enlever le bâtiment, l'épave ou le contenu de l'un ou de l'autre, ou disposer, notamment par aliénation, démantèlement ou destruction, incluant les étapes de remorquage, de sortie de l'eau, ainsi que l'estimation des coûts pour chacune des options.

Exécution du travail

L'entrepreneur offre par la présente de fournir toute la main-d'œuvre, les fournitures, la supervision, l'usine, les outils, les appareils et autres accessoires, service d'échantillonnage, services et installations nécessaires pour aider à l'exécution des services susmentionnés.

L'entrepreneur est normalement prévu pour effectuer des travaux sur le site du navire préoccupant.

L'entrepreneur doit effectuer ses travaux et transmettre les livrables avant le 31 mars 2020.

Exigences

Les travaux doivent être exécutés sous la supervision et les compétences d'un inspecteur maritime certifié. Les certifications reconnues au Canada sont IIMS, SAMS, ABYC, AIMAQ et des associations connexes affiliées.

Normes et spécifications

Les normes spécifiques aux évaluations requises découlent principalement de Transport Canada TP1332 : Normes de construction pour les petits bâtiments (2010).

Suivi en cours de travaux

L'entrepreneur doit immédiatement contacter l'agent assigné afin de rapporter toute situation qui pourrait entraver les travaux; constat d'un déversement d'hydrocarbures, identification d'un présumé propriétaire, constat d'activités potentiellement illicites, avarie ou bris majeur, détérioration subite, présence de squatter, etc.

2. Borrowed Time – Miles Iles, ON



Photographie prise en mars 2019

Portée

Le programme des navires préoccupants (NP) de la Garde Côtière Canadienne de la Région Centre et Arctique a procédé à une évaluation initiale des risques *Borrowed Time* dans les Miles Iles en Ontario le 18 novembre 2019. À la suite de cette évaluation, il a été jugé nécessaire de poursuivre avec une évaluation technique du navire préoccupant afin de quantifier les dangers potentiels par des experts techniques et d'établir les options disponibles pour prévenir, atténuer ou éliminer les dangers identifiés ou potentiels.

Ces évaluations s'effectuent dans le cadre de l'application de la section 36 de la Loi concernant les épaves, les bâtiments délabrés, abandonnés ou dangereux et les opérations d'assistance (LÉBAD) qui stipule que Le ministre de Pêches et Océans peut, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'un bâtiment présente ou risque de présenter un danger; prendre des mesures qu'il estime nécessaires pour prévenir, atténuer ou éliminer le danger.

Contexte

Le voilier a été rapporté comme navire préoccupant potentiel par le personnel NP lors d'un vol de repérage en mars 2019. Il était immobilisé dans la glace, ancré par l'avant et par l'arrière.

Une évaluation initiale des risques s'est déroulé *in situ* par deux agents du programme NP le 18 novembre 2019 afin de valider le statu du NP et d'identifier les dangers suivants;

- Il empêche le public et les résidents du secteur de jouir librement des eaux navigables et ce depuis plusieurs années, affectant donc les intérêts économiques de celui-ci; et
- Son état s'est considérablement détérioré dans la dernière année, faisant craindre à terme une voie d'eau qui pourrait faire sombrer le bâtiment.
- Il est facilement accessible, faisant craindre un enjeu de sécurité publique.

Données spécifiques au NP

ÉLÉMENT	
Agent assigné	François Plamondon- Labrecque (514) 232-8618
Catégorie	Embarcation de plaisance
Type	Voilier – Type Quillard
Longueur	45 pi – 15 M (estimation)
Année construction	Inconnue
Tonnage	Inconnu
Matériau	Bois
Nom, NIC	<i>Borrowed Time</i> – Inconnu
No Immatriculation	82034 (dossier fermé en 2011)
Caractéristiques distinctives	Voilier 2 mâts, coque bleue pâle et pont blanc
Localisation	Long Sault, Miles Iles , ON
Lat / Long	45 01'13.39' N / - 074 53'16.72' W
Propriétaire	Inconnu
État du navire	Le voilier est ancré par l'avant et l'arrière dans une anse, entouré de glace en mars 2019. Aspect cosmétique détérioré
Notes supplémentaires	Accès facile, ancré en bordure d'une route et d'une rive (distance approximative 70 pi)

Description des travaux requis

- Effectuer une évaluation technique *in situ* de l'état de l'état général du navire, de la coque, de la superstructure, du système de propulsion, de la structure, du système l'électricité et de l'équipement présent à bord;
- Estimer la valeur marchande du navire dans l'état actuel;
- Produire un inventaire des matières dangereuses; et
- Lister et évaluer les options de prévention, atténuation et d'élimination, notamment le réparer, sécuriser, déplacer ou enlever le bâtiment, l'épave ou le contenu de l'un ou de l'autre, ou disposer, notamment par aliénation, démantèlement ou destruction, incluant les étapes de remorquage, de sortie de l'eau, ainsi que l'estimation des coûts pour chacune des options;

Livrables

5. Fournir un rapport d'enquête sur l'état du navire, de la coque, de la superstructure, du système de propulsion, de la structure, de l'électricité et de l'équipement présent à bord; y compris des photographies des situations rapportées et comportant une identification de chaque photographie avec une description.
6. Fournir une évaluation de la valeur marchande du navire dans l'état actuel;
7. Offrir une opinion d'expert sur les dangers de dégradation de l'état du navire à travers un échéancier de temps, principalement sur l'intégrité de la coque, de la structure et de l'équipement principal.
8. Fournir un inventaire des matières dangereuses présentes à bord en spécifiant le produit, la quantité, l'état et la localisation sur le navire; et
10. Fournir une liste des options de prévention, atténuation et d'élimination qui s'applique au navire, notamment le réparer, sécuriser, déplacer ou enlever le bâtiment, l'épave ou le contenu de l'un ou de l'autre, ou disposer, notamment par aliénation, démantèlement ou destruction, incluant les étapes de remorquage, de sortie de l'eau, ainsi que l'estimation des coûts pour chacune des options.

Exécution du travail

L'entrepreneur offre par la présente de fournir toute la main-d'œuvre, les fournitures, la supervision, l'usine, les outils, les appareils et autres accessoires, service d'échantillonnage, services et installations nécessaires pour aider à l'exécution des services susmentionnés.

L'entrepreneur est normalement prévu pour effectuer des travaux sur le site du navire préoccupant.

L'entrepreneur doit effectuer ses travaux et transmettre les livrables avant le 31 mars 2020.

Exigences

Les travaux doivent être exécutés sous la supervision et les compétences d'un inspecteur maritime certifié. Les certifications reconnues au Canada sont IIMS, SAMS, ABYC, AIMAQ et des associations connexes affiliées.

Normes et spécifications

Les normes spécifiques aux évaluations requises découlent principalement de Transport Canada TP1332 : Normes de construction pour les petits bâtiments (2010).

Suivi en cours de travaux

L'entrepreneur doit immédiatement contacter l'agent assigné afin de rapporter toute situation qui pourrait entraver les travaux; constat d'un déversement d'hydrocarbures, identification d'un présumé propriétaire, constat d'activités potentiellement illicites, avarie ou bris majeur, détérioration subite, présence de squatter, etc.

3. House Boat – Lake of Wood, ON



Photographie prise en novembre

2019

Portée

Le programme des navires préoccupants (NP) de la Garde Côtière Canadienne de la Région Centre et Arctique a procédé à une évaluation initiale des risques de la maison flottante situé dans l'Echo Bay à Lake of Wood en Ontario le 13 novembre 2019. À la suite de cette évaluation, il a été jugé nécessaire de poursuivre avec une évaluation technique du navire préoccupant afin de quantifier les dangers potentiels par des experts techniques et d'établir les options disponibles pour prévenir, atténuer ou éliminer les dangers identifiés ou potentiels.

Ces évaluations s'effectuent dans le cadre de l'application de la section 36 de la Loi concernant les épaves, les bâtiments délabrés, abandonnés ou dangereux et les opérations d'assistance (LÉBAD) qui stipule que Le ministre de Pêches et Océans peut, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'un bâtiment présente ou risque de présenter un danger; prendre des mesures qu'il estime nécessaires pour prévenir, atténuer ou éliminer le danger.

Contexte

Le navire a été rapporté comme navire préoccupant potentiel auprès du personnel NP en octobre 2019.

Une évaluation initiale des risques s'est déroulé *in situ* par deux agents du programme NP le 13 novembre 2019 afin de valider le statu du NP et d'identifier les dangers suivants;

- Facilement accessible, ce qui présente un enjeu pour la santé, la sécurité et le bien-être du public;
- Il empêche le public et les résidents du secteur de jouir librement des eaux navigables et ce depuis plusieurs années, affectant donc les intérêts économiques de celui-ci;
- Les amarres à fleur d'eau ne sont pas identifiées, craignant un enjeu de sécurité publique, de même que la facilité de monter à bord et le fait que l'on peut facilement accéder à l'intérieur du bâtiment.

- Il y a également encore présence de carburant à bord, d'huile, d'une batterie et d'un baril de résine à l'avant.
- Il est situé dans une zone sensible du point de vue écologique et faunique.
- Il est actuellement partiellement échoué et son état tendra probablement à se détériorer.

Données spécifique au NP

ÉLÉMENT	
Agent assigné	François Plamondon- Labrecque (514) 232-8618
Catégorie	Embarcation de plaisance
Type	Maison flottante
Longueur	50 pi – 16 m
Année construction	Inconnue
Tonnage	Inconnu
Matériau	Acier
Nom, NIC	Inconnu – Inconnu
No Immatriculation	Inconnu
Caractéristiques distinctives	Blanc et gris, plage avant, plage arrière et superstructure
Localisation	Echo Bay, Lake of the Woods, ON
Lat / Long	49, 639313 / -94, 93366
Propriétaire	AEC – Démarches en cours
État du navire	Échoué depuis au moins 3 ans

Description des travaux requis

11. Effectuer une évaluation technique *in situ* de l'état de l'état général du navire, de la coque, de la superstructure, du système de propulsion, de la structure, du système l'électricité et de l'équipement présent à bord;
12. Estimer la valeur marchande du navire dans l'état actuel;
13. Produire un inventaire des matières dangereuses; et
14. Lister et évaluer les options de prévention, atténuation et d'élimination, notamment le réparer, sécuriser, déplacer ou enlever le bâtiment, l'épave ou le contenu de l'un ou de l'autre, ou disposer,

notamment par aliénation, démantèlement ou destruction, incluant les étapes de remorquage, de sortie de l'eau, ainsi que l'estimation des coûts pour chacune des options;

Livrables

9. Fournir un rapport d'enquête sur l'état du navire, de la coque, de la superstructure, du système de propulsion, de la structure, de l'électricité et de l'équipement présent à bord; y compris des photographies des situations rapportées et comportant une identification de chaque photographie avec une description.
10. Fournir une évaluation de la valeur marchande du navire dans l'état actuel;
11. Offrir une opinion d'expert sur les dangers de dégradation de l'état du navire à travers un échancier de temps, principalement sur l'intégrité de la coque, de la structure et de l'équipement principal.
12. Fournir un inventaire des matières dangereuses présentes à bord en spécifiant le produit, la quantité, l'état et la localisation sur le navire; et
15. Fournir une liste des options de prévention, atténuation et d'élimination qui s'applique au navire, notamment le réparer, sécuriser, déplacer ou enlever le bâtiment, l'épave ou le contenu de l'un ou de l'autre, ou disposer, notamment par aliénation, démantèlement ou destruction, incluant les étapes de remorquage, de sortie de l'eau, ainsi que l'estimation des coûts pour chacune des options.

Exécution du travail

L'entrepreneur offre par la présente de fournir toute la main-d'œuvre, les fournitures, la supervision, l'usine, les outils, les appareils et autres accessoires, service d'échantillonnage, services et installations nécessaires pour aider à l'exécution des services susmentionnés.

L'entrepreneur est normalement prévu pour effectuer des travaux sur le site du navire préoccupant.

L'entrepreneur doit effectuer ses travaux et transmettre les livrables avant le 31 mars 2020.

Exigences

Les travaux doivent être exécutés sous la supervision et les compétences d'un inspecteur maritime certifié. Les certifications reconnues au Canada sont IIMS, SAMS, ABYC, AIMAQ et des associations connexes affiliées.

Normes et spécifications

Les normes spécifiques aux évaluations requises découlent principalement de Transport Canada TP1332 : Normes de construction pour les petits bâtiments (2010).

Suivi en cours de travaux

L'entrepreneur doit immédiatement contacter l'agent assigné afin de rapporter toute situation qui pourrait entraver les travaux; constat d'un déversement d'hydrocarbures, identification d'un présumé propriétaire, constat d'activités potentiellement illicites, avarie ou bris majeur, détérioration subite, présence de squatter, etc.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
FW034-200002/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
FW034-200002

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
TOR-9-42098

Id de l'acheteur - Buyer ID
TOR014
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE B : BASE DE PAIEMENT

Les renseignements en italiques seront enlevés de tout contrat résultant.

Tous les prix sont des prix unitaires fermes tout compris en dollars canadiens, rendu droits acquittés (comme il est indiqué à l'annexe A. Les droits de douane et taxes d'accise applicables doivent être inclus.

La TVH ne doit pas être inclus dans le prix unitaire, mais sera ajoutée comme élément distinct à toute facture émise dans le cadre de l'offre à commandes.

Prix ferme tout compris de bâtiment

1. Wexford – Chambre bateau _____ \$

2. 1000 Island – Emprunté temps _____ \$

3. Le Lac des bois – Chambre bateau _____ \$

Prix total évalué (somme des prix) _____ \$

N° de l'invitation - Solicitation No.

FW034-200002/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

FW034-200002

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

TOR-9-42098

Id de l'acheteur - Buyer ID

TOR014

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE C de la PARTIE 1 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA ;
- ☐ Carte d'achat MasterCard ;
- ☐ Dépôt direct (national et international) ;
- ☐ Échange de données informatisées (EDI) ;
- ☐ Virement télégraphique (international seulement) ;